

Exécution budgétaire de l'Arabie saoudite au premier semestre 2020

L'exécution budgétaire du premier semestre 2020 fait apparaître des revenus en baisse de 36% par rapport à la même période en 2019. Les recettes du secteur pétrolier ont diminué de 35% et ont représenté 69% du total des recettes. Les dépenses ont diminué de 8%, composées pour 88% de dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement ont enregistré une baisse très prononcée de 36%. Elles ont représenté 12% du total des dépenses. En forte hausse, le déficit budgétaire a été financé par des émissions obligataires pour 60% et par ponction sur les réserves en devises pour le solde.

1. Forte baisse des recettes par rapport au budget 2020 et en comparaison de la même période en 2019

Au premier semestre, les **recettes ont atteint 87 Mds USD, soit 39% des revenus de l'ensemble de l'année prévus au budget 2020** (222 Mds USD). Cette baisse a été particulièrement prononcée au 2^{ème} trimestre, sous le double effet de la chute des cours du pétrole et des mesures de confinement qui ont provoqué un fort ralentissement de l'économie. Globalement, les recettes ont **diminué de -36% par rapport à la même période en 2019** (135 Mds USD).

Les **recettes du secteur pétrolier** se sont élevées à 60 Mds USD contre 92 Mds USD au 1^{er} semestre 2019, en **baisse de -35%**. Les **recettes pétrolières ont représenté 69% du total des revenus**.

Les **recettes non pétrolières** se sont élevées à 27 Mds USD, en diminution de **-37% par rapport au 1^{er} semestre 2019** (43 Mds USD). Elles sont composées d'impôts et taxes pour 59%, soit 23% du total des recettes.

2. La diminution des dépenses est modérée à l'exception du poste investissements

Au premier semestre, **les dépenses se sont élevées à 125 Mds USD, soit 46% des dépenses programmées au budget 2020** pour l'ensemble de l'année (272 Mds USD). Ces dépenses ont diminué de **-8% par rapport à la même période en 2019** (136 Mds USD).

Les dépenses de fonctionnement ont représenté 88% du total des dépenses à 110 Mds USD, en diminution de -2,2% par rapport au 1^{er} semestre 2019.

Les principaux postes de dépenses ont été, par ordre décroissant : les **rémunérations de la fonction publique** (53% du total des dépenses, en baisse de -1%), les **achats de biens et services** (13% des dépenses, en augmentation de +20%) les **avantages sociaux** (6% du total des dépenses, en forte baisse de -39%) et les **subventions** (3% du total, en baisse de -24%).

En lien avec un recours accru à l'endettement, les charges financières (3 Mds USD) ont augmenté de 18% mais restent faibles dans le total des dépenses de l'Etat (2,5%).

Les **dépenses d'investissement**, programmées à 46 Mds USD pour l'ensemble de l'année 2020 (17% du total des dépenses), se sont élevées à 15 Mds USD au 1^{er} semestre, représentant **12% du total des dépenses**. Ce poste a enregistré une **baisse de -36%** par rapport à la même période en 2019 (24 Mds USD). La baisse des dépenses d'investissement avait été annoncée dès le mois mai par le ministre des Finances dans le cadre des mesures de rigueur budgétaire. Il convient cependant de la relativiser, dans la mesure où un transfert important de ressources est réalisé au bénéfice du fonds souverain *Public Investment Fund* (PIF) et du *National Development Fund* pour le financement de projets d'infrastructures. Par ailleurs, de nombreux

projets sont mis en œuvre sous forme de partenariats public-privé, en particulier dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, ce qui réduit le rôle de l'État dans le financement de ces secteurs.

Par secteur, l'éducation et la défense ont été, au 1^{er} semestre 2020, **les deux premiers postes de dépenses avec 26 Mds USD** chacun, représentant au total 40% du total des dépenses budgétaires. La santé et les services sociaux (20 Mds USD) ont représenté 16% des dépenses et la sécurité et l'administration régionale 13 Mds USD, soit 13% du total.

3. En forte hausse, le déficit du 1^{er} semestre a été financé par endettement et ponction sur les réserves en devises

Le déficit budgétaire du 1^{er} semestre 2020 s'est élevé à 38 Mds USD, contre seulement 2 Mds USD sur la même période en 2019. Ce déficit représente 76% du déficit pour l'ensemble de l'année 2020 tel que programmé au budget (50 Mds USD) qui représentait 6,4% du PIB.

Le déficit du 1^{er} semestre a été financé par des émissions obligataires pour 23 Mds USD, dont 12 Mds USD émis sur les marchés internationaux et par des ponctions sur les réserves en devises pour le solde de 15 Mds USD.

Commentaires

Les autorités saoudiennes n'ont pas communiqué de prévisions de déficit budgétaire actualisées tenant compte des conséquences économiques de la crise sanitaire. Selon plusieurs analystes, le déficit budgétaire de 2020 pourrait atteindre entre 10 et 13% du PIB.

L'Arabie saoudite dispose des capacités pour financer un tel niveau de déficit : en révisant à la hausse ses émissions souveraines (la dette publique représentait 24% du PIB fin 2019, soit 190 Mds USD) et en puisant dans ses importantes réserves en devises (57% du PIB, 450 Mds USD).